

1. Réforme du service d'électricité

La mauvaise gestion du secteur de l'électricité, au cours des deux dernières décennies, a largement contribué à la détérioration de la situation socioéconomique en Haïti. En effet, aucun gouvernement n'a été capable de gérer les problèmes rencontrés dans le secteur de l'électricité, ce qui a grandement affecté l'économie haïtienne. Cela a mis une grande pression sur les finances publiques haïtiennes. Le ministère des Finances a fourni un soutien financier à l'entreprise publique, à hauteur de 200 millions de dollars par an, alors que seuls 30% de la population haïtienne a accès à l'électricité moins de 12 heures par jour.

Une diminution considérable des subventions dont bénéficie la compagnie électrique nationale Electricité d'Haïti faciliterait l'allocation de plus de fonds à des secteurs tels que l'éducation, la santé, l'environnement.

Les réformes structurelles devraient non seulement se concentrer sur l'augmentation de l'offre pour améliorer l'accès à l'électricité de plus de personnes, mais devraient également se faire aux niveaux juridique et institutionnel. Une nouvelle loi devrait être adoptée par le parlement afin de définir le rôle des différents acteurs (entreprises privées) qui ont émergé dans le secteur de l'énergie.

Ces réformes faciliteraient non seulement l'accès à l'électricité à davantage de personnes, mais pourraient améliorer la compétitivité de l'économie et conduire à une croissance économique durable. Le nouveau gouvernement devrait mettre en place une politique énergétique en tenant compte des énergies alternatives, plus propres pour l'environnement et plus durables.

Le nouveau gouvernement devrait envisager la création d'un pacte entre différents acteurs (gouvernement, syndicat, producteurs privés et organisations de la société civile) afin de garantir la stabilisation du secteur de l'électricité.

Une forte volonté politique est nécessaire pour relever les nombreux défis du secteur de l'énergie. En outre, les dirigeants politiques devraient avoir le courage de se concentrer sur les intérêts nationaux et laisser de côté les intérêts particuliers de certains groupes.

Selon l'étude, l'amélioration du cadre réglementaire pour créer les conditions d'une entreprise d'électricité autonome, responsable et efficace réduirait considérablement les

pertes subies par EDH. Les coûts sont estimés à 2,25 milliards de gourdes tandis que les avantages équivalent à 49,2 milliards de gourdes.

2. Enrichissement en micronutriments de la farine de blé

Le pays souffre d'un niveau élevé d'insécurité alimentaire qui touche particulièrement les femmes et les enfants. Les catastrophes naturelles qui ont frappé régulièrement Haïti au cours des dernières années, ont affecté considérablement le secteur agricole et aggravé l'insécurité alimentaire. Selon des enquêtes récentes menées par le Conseil National pour la Sécurité Alimentaire (CNSA), l'organisation officielle qui collecte des données sur l'insécurité alimentaire en Haïti, plus d'un million de personnes souffrent de ce problème.

En réalité, une étude a montré que des milliers de cas de malnutrition aiguë sévère (MAS) et modérée (MAM) chez les jeunes enfants restent non détectés et non traités, causant des centaines de décès d'enfants chaque année. Elle a également révélé que les anémies et les carences en micronutriments affectent une grande partie de la population en Haïti. On estime que 21% des enfants nés au cours des 3 dernières années en Haïti sont nés avec un poids trop faible à la naissance, bien que le poids à la naissance n'ait été indiqué que dans 26% des cas. Un récent sondage a indiqué que 49% des femmes en âge de procréer et 65% des enfants d'âge préscolaire étaient anémiques.

Un tel projet permettrait de protéger les femmes enceintes et les jeunes enfants qui représentent un groupe très vulnérable de la population haïtienne. Cela pourrait aider à réduire le taux de mortalité infantile dans le pays qui a le taux le plus élevé de la région. Cela protégerait également les enfants haïtiens contre les handicaps permanents dont certains souffrent à cause de la malnutrition.

Parmi tous les projets présentés aux économistes experts, ce projet possède le meilleur RAC. D'après le rapport, les avantages équivalent à 7,9 milliards de gourdes.

3. Formation de premiers intervenants

De nombreuses études internationales ont indiqué que les interventions d'urgence constituent un véritable défi pour les systèmes de santé dans les pays en développement. Les traumatismes représentent 16% de la charge de morbidité générale et les patients victimes de traumatismes sont six fois plus susceptibles de mourir dans les pays à faible revenu que dans les pays à revenu élevé. Les

chercheurs ont déclaré que globalement, le nombre de décès médicalement évitables pourrait être divisé par deux en améliorant les mécanismes d'intervention d'urgence.

Avec des dépenses publiques très faibles dans le secteur de la santé, Haïti est confronté à un défi de taille pour résoudre ce problème. Le gouvernement haïtien ne dépense que 12 dollars par habitant par an. 80% des dépenses de santé sont effectuées par des citoyens et des donateurs internationaux. Avec plus de 25% de la population vivant dans l'extrême pauvreté et plus de 60% dans la pauvreté, la population a de grosses difficultés pour avoir accès à des services de santé corrects. On comprend donc aisément pourquoi Haïti affiche les taux de mortalité maternelle et infantile les plus élevés de l'hémisphère occidental. Par voie de conséquence, Haïti possède l'espérance de vie la plus basse (63 ans) du continent américain.

Les statistiques, collectées dans le secteur de la santé, indiquent que : sur les 514 352 accidents et urgences signalés entre 2013 et 2014, le Centre Ambulancier National (CAN) a répondu à moins de 2% d'entre eux, soit 9 642 pour être exact.

Le manque d'infrastructures convenables, l'insécurité routière, le mauvais accès aux soins de santé, etc. sont considérés comme des facteurs de mortalité importants en Haïti. L'absence d'une politique de transport correcte a entraîné une augmentation de l'utilisation des motos en tant que moyen de transport, en particulier dans les zones urbaines. De nombreux accidents ont été enregistrés quotidiennement et contribuent aux pressions subies par les établissements médicaux.

Trois solutions ont été proposées par l'étude réalisée par Haiti Priorise : établir un réseau d'ambulances urbain desservant uniquement les zones urbaines, l'élargissement du réseau national d'ambulances pour desservir toutes les zones rurales et urbaines et tirer parti des « premiers intervenants » et autres professionnels de santé (paramédicaux). La formation des ressources humaines est une partie essentielle de l'investissement dans le réseau d'ambulances. L'auteur de l'étude suggère que l'option la plus sûre est d'associer les « premiers intervenants » au « réseau d'ambulance urbain » pour couvrir plus de terrain et sauver plus de vies, compte tenu des restrictions budgétaires.

L'étude révèle les très bons avantages de la formation de premiers intervenants et d'ambulanciers paramédicaux, tels que le grand nombre de vies sauvées (700 chaque année), les incapacités et handicaps évités, l'amélioration de la productivité et de la croissance économique.

Le RAC pour les premiers intervenants est estimé à 15,8. Fournir plusieurs jours de formation aux premiers soins à des bénévoles de tout le pays, coûterait 80 millions de gourdes et épargnerait 700 vies par an.

4. Vaccination des enfants de 0 à 1 an

Haïti a le taux de mortalité infantile le plus élevé de la région des Caraïbes avec 59 décès pour 1 000 naissances vivantes. Le pays a également une très faible couverture vaccinale : 45 enfants sur 100 sont vaccinés. Pour améliorer la situation, les autorités sanitaires doivent investir dans plus d'établissements de santé et de personnel qualifié.

Ces investissements dans le système de santé auraient un impact positif sur la situation socioéconomique. Des études ont montré que chaque année de vie gagnée peut augmenter le PIB. En outre, une meilleure couverture vaccinale réduirait le temps de travail perdu par les parents lorsque leurs enfants sont malades, ce qui représente une perte de revenus considérable. La prévention des maladies infantiles pourrait avoir un impact positif sur la productivité des familles en permettant aux parents d'être plus disponibles au travail.

Un meilleur processus de vaccination permettrait au système de santé d'économiser plus de 16 millions de gourdes en soins curatifs.

L'étude réalisée pour Haiti Priorise a montré qu'un investissement de moins de 2,5 milliards de gourdes engendrerait des avantages de près de 33 milliards de gourdes. Cela équivaut à un RAC de 13.

Avec un objectif de 90% de nourrissons vaccinés d'ici 2020, le gouvernement dépenserait 2,4 milliards de gourdes sur 5 ans. 864 000 enfants supplémentaires seraient vaccinés et 16 000 vies seraient sauvées. Cela créerait des avantages d'une valeur de de 32,3 milliards de gourdes.

5. Développement du haut débit mobile

L'expansion d'Internet a créé de nombreuses opportunités pour les pays en développement aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public. Des études internationales ont trouvé une corrélation entre l'installation du haut débit et la croissance économique.

L'étude réalisée pour Haiti Priorise a montré les nombreux avantages que le pays peut tirer de l'expansion du haut débit mobile. Parmi ces avantages, on peut citer la création d'une entreprise, l'obtention d'un crédit, l'enregistrement de biens fonciers et la numérisation des processus gouvernementaux.

Haïti est confronté depuis longtemps au problème de la création d'entreprise, selon le classement réalisé par la Banque Mondiale pour le projet Doing Business. En mettant en œuvre ce projet, le nombre de jours nécessaires pour créer une entreprise peut passer d'un nombre à trois chiffres à seulement 15 jours. Cela pourrait conduire à la formalisation des entreprises et augmenter la productivité et la croissance économique.

L'expansion du haut débit mobile pourrait grandement améliorer l'accès au financement qui constitue l'une des principales contraintes du développement économique en Haïti. L'étude a indiqué que l'accès au financement atteindrait les 7,4%, pour les petites et moyennes entreprises et stimulerait leur potentiel de 10% par an. Cela pourrait être considéré comme un outil important pour l'inclusion financière qui pourrait faciliter la lutte contre la pauvreté dans le secteur rural.

Haïti fait face à un autre grand défi en ce qui concerne l'enregistrement des titres de propriété. En réalité, le manque de titres de propriété et la résolution longue ou incertaine des litiges constituent des contraintes dans le domaine de la construction, en particulier dans le secteur du logement. L'étude estime que le nombre de jours nécessaires à l'enregistrement d'une transaction de propriété serait réduit à 14 jours contre plus de 300 jours actuellement.

Enfin, la numérisation des processus gouvernementaux par la formation de tous les agents de la fonction publique pourrait faciliter la mise en œuvre de la gouvernance électronique qui permettrait aux autorités nationales et locales d'améliorer les services publics dans de nombreuses zones reculées du territoire national.

Le RAC pour l'expansion du haut débit mobile est de 12. Pour atteindre 50% de pénétration du haut débit sur 5 ans et installer un câble sous-marin pour supporter l'augmentation du trafic, 56 milliards de gourdes devraient être dépensés. L'étude anticipe une stimulation de la croissance économique et prévoit des bénéfices de 685 milliards de gourdes.

6. Enregistrement électronique des actes de naissance

Haïti a été parmi les premiers pays des Caraïbes à être connectés à Internet dans les années 90. Cependant, le manque de vision des dirigeants politiques et économiques n'a pas favorisé l'adoption de politiques publiques et d'investissements pour faciliter un meilleur accès à la population. Selon l'étude, la couverture Internet reste très limitée et coûteuse. Le gouvernement a permis la création d'un duopole dans le secteur des communications, ce qui a pour effet de réduire la concurrence sur le marché et, par

conséquent, de détériorer la qualité des services. Environ 10% des ménages ont accès à Internet haut débit et un pourcentage beaucoup plus faible y est connecté. L'étude indique que cela réduit les opportunités pour les Haïtiens et ralentit la croissance économique.

Un article publié pour Haiti Priorise par le Dr Pantelis Koutroumpis indique que ce dont a besoin Haïti est un plan holistique national de services large bande avec des objectifs de couverture, de capacité et de concurrence. En son absence, il propose d'améliorer l'infrastructure qui gère l'Internet d'Haïti, ainsi que les processus du gouvernement.

Un autre document de Moïse Cécicourt se concentre sur la numérisation de l'enregistrement des actes de naissances. Il a remarqué que près de 30% des enfants de moins de 4 ans ne possèdent pas de certificat de naissance. Cela prive les enfants de leurs droits fondamentaux et risque de les condamner à l'exclusion. Étant donné que la majorité des mères haïtiennes accouchent chez elles, l'inscription d'un enfant peut être un processus long et fastidieux impliquant de multiples allers-retours dans les bureaux d'enregistrements. Plus de 340 000 jeunes enfants ne possèdent pas de certificat de naissance.

Pour résoudre ce problème, Cécicourt propose de réaliser l'enregistrement par voie électronique. Il estime que le gouvernement pourrait informatiser le processus d'enregistrement des naissances afin de fournir des certificats de naissance à tous les nouveau-nés et aux enfants jusqu'à l'âge de quatre ans. Il rappelle que l'état civil a déjà entamé un processus de modernisation qui a abouti à la création de l'Office National d'Identification, dont la mission est d'identifier tous les Haïtiens dès leur naissance. Cette proposition pourrait affecter 2 millions d'enfants.

D'après l'étude, de nombreux avantages en découleraient.

- La numérisation permettrait de faire économiser du temps et des frais de transport aux demandeurs et de l'argent au gouvernement. Sur le plan financier, ces avantages auraient chacun une valeur d'environ 3 à 4 millions de dollars.

- Les avantages se poursuivraient tout au long de la vie des enfants : cela leur garantirait le droit à l'éducation et le droit de vote et leur permettrait d'accéder au système financier formel en tant qu'adultes.

Les avantages varient en fonction de l'accès à l'éducation. Les règlements régissant l'éducation stipulent que les étudiants ne peuvent pas se présenter aux examens d'état sans certificat de naissance. Chaque gourde dépensée créerait environ 2 gourdes d'avantages et si la pratique se répandait, ce nombre pourrait augmenter jusqu'à 10 gourdes.

7. Extension et mise à niveau du réseau de distribution

Avec moins de 20% de la population rurale ayant accès à l'électricité, les dirigeants haïtiens devraient chercher des solutions pour accroître la connexion sur l'ensemble du territoire. Le manque d'électricité en milieu rural entraîne une faible croissance économique, une faible création d'emplois et des niveaux élevés de pauvreté. Cela pousse les gens à se déplacer vers les villes, créant de grandes pressions dans les zones urbaines en ce qui concerne le logement et autres biens et services publics.

Le marché national de l'électricité est mal organisé, sans interconnexion. Le marché n'est pas bien réglementé par l'État, ce qui donne lieu à des défaillances du marché. La longue crise politique et économique que le pays a traversée au cours des dernières décennies a aggravé la situation dans le secteur de l'électricité. Cela a conduit à l'incapacité de la société d'État à couvrir les coûts financiers et à la nécessité d'importantes subventions déduites du budget national.

La mauvaise gestion de l'entreprise, l'environnement institutionnel fragile et le grand nombre de personnes vivant dans la pauvreté représentent les principaux facteurs du mauvais développement du secteur de l'électricité en Haïti. Ces problèmes ont réduit la capacité d'EDH à générer des fonds pour effectuer les investissements nécessaires afin de satisfaire la demande d'une population en perpétuelle croissance dans les zones urbaines.

Dans le but de fournir de l'électricité 24 heures sur 24 à 50% de la population d'ici 2030, il faudrait construire un réseau de distribution de 1 920 km de lignes à moyenne et basse tension, reliant environ 750 000 nouveaux abonnés avec des compteurs électroniques pouvant être lus à distance, et mettre à jour le système de facturation.

Les coûts de mise à jour du système de facturation sont estimés à 8,9 milliards de gourdes (100 millions de dollars), ce qui représente environ la moitié du coût total de l'installation de 15,7 milliards de gourdes (228 millions de dollars). L'étude révèle que les coûts d'opérations et de gestion, en tenant compte des pertes de transmission au cours des 30 prochaines années, devraient atteindre 45 milliards de gourdes (657 millions de dollars)

En ce qui concerne les avantages, l'étude estime que le taux d'accès à l'électricité passerait de 25% à 50% de la population connectée au réseau de distribution. Elle ajoute que cela réduirait les vols ainsi que les coûts de la production d'électricité. Par conséquent, l'économie se développerait à un rythme plus élevé, ce qui pourrait conduire à la création d'emplois et à une réduction de la pauvreté.

Les avantages financiers sont estimés à 829 milliards de gourdes (12 milliards de dollars).

8. Gouvernement décentralisé

Malgré de nombreux efforts réalisés par différents gouvernements au cours des dernières décennies, le pays est encore fortement centralisé et le pouvoir est concentré dans le gouvernement central. Cela encourage de nombreuses personnes à quitter leur département pour rejoindre la grande région métropolitaine de Port-au-Prince pour avoir plus de chances de trouver un emploi, ce qui entraîne une forte concentration de personnes dans le département de l'Ouest. Près de 40% de la population totale réside dans le département de l'Ouest, ce qui pose une grande difficulté aux gestionnaires municipaux dans l'aire métropolitaine pour fournir des services publics convenables aux communautés.

En donnant plus de pouvoir aux gouvernements municipaux et en assurant une meilleure gouvernance locale, les gens pourraient avoir accès à de meilleurs biens et services publics. Il y a un réel besoin de renforcer l'administration publique locale pour aider les maires élus à gérer les « communes ».

Les gouvernements locaux devraient être assistés afin de renforcer les capacités des dirigeants et des gestionnaires. Cette assistance aidera l'Office de Management des Ressources Humaines (OMRH), une institution publique liée au bureau du Premier ministre, à établir l'administration publique locale, cruciale pour soutenir les maires afin d'offrir de meilleurs services publics aux communautés.

Afin d'atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) pour lesquels Haïti et 190 pays se sont engagés afin d'éliminer la pauvreté dans le monde d'ici 2030, le gouvernement central doit donner plus de pouvoir aux gouvernements municipaux.

L'étude recommande la création de conseils techniques au niveau municipal qui coûteraient 5,5 milliards de gourdes, la formation d'unités spéciales pour 18,7 millions de gourdes et des allocations pour ces unités de 6,4 milliards de gourdes. Le coût total atteindrait 10,3 milliards de gourdes.

L'étude indique que la décentralisation fiscale générerait plus de dépenses au niveau local et permettrait de réaliser des projets. L'autonomisation des populations locales rendrait les gens plus heureux et plus productifs et pourrait conduire à une croissance économique.

L'étude a conclu que le processus de décentralisation conduirait à des avantages équivalents à 105,6 milliards de gourdes.

9. Réseau national de transport d'électricité

Haïti est classé dernier pays de la région Amérique latine et Caraïbes en ce qui concerne le nombre de personnes ayant accès à l'électricité. En effet, seulement 30% des Haïtiens sont connectés au réseau appartenant à la société d'Etat, Electricité d'Haïti (EDH). Un grand nombre de personnes vivant en milieu rural ne sont pas reliées au réseau national. Les coûts socioéconomiques sont donc très élevés pour les personnes tenues à l'écart du réseau.

Le réseau de transport national consiste à relier Port-au-Prince, Jacmel, Jérémie, Gonaïves, Cap-Haïtien, Môle Saint Nicolas, Fort-Liberté et la centrale de Péligre. Cela nécessiterait la construction d'environ 1 079 km de lignes électriques à haute tension reliant les principales villes du pays, l'extension de 12 sous-stations à travers le pays et la construction d'un centre national de contrôle de l'énergie.

L'étude estime que le coût de la composante la plus coûteuse du projet, les lignes, serait d'environ 69 milliards de gourdes (1 milliard de dollars). L'investissement global atteindrait 110 milliards de gourdes (1,6 milliard de dollars).

Un tel investissement créerait un marché de l'électricité plus compétitif dont pourraient grandement bénéficier les entreprises privées en réduisant leurs coûts. Les personnes à faibles revenus des différents départements bénéficieraient également de l'intégration de sources d'énergie renouvelables plus propres, comme l'énergie solaire ou éolienne. Un meilleur accès à l'électricité, en particulier dans les zones rurales, ouvrirait la voie à de meilleurs services publics et réduire la pauvreté.

En additionnant tous les avantages, le projet pourrait atteindre 891 milliards de gourdes (13 milliards de dollars).

10. Approvisionnement en contenu local

Le manque d'avantage concurrentiel des entreprises locales a créé de grands coûts d'opportunité pour l'économie haïtienne. En effet, 70% de l'approvisionnement local est sous le contrôle d'entreprises extérieures, ne laissant que 30% pour les entreprises locales. 50 entreprises participent au processus et le montant représente environ 15% du produit intérieur brut (PIB) du pays.

L'étude recommande l'adoption d'une mesure légale pour demander aux entreprises extérieures de sous-traiter 20% du contrat avec des entreprises locales, ce qui pourrait être bénéfique pour l'économie haïtienne avec plus d'argent dépensé localement et l'augmentation du nombre d'emplois dans de

nombreuses communautés. Cela contribuerait également à un meilleur transfert de connaissances pour les entreprises locales.

Le processus d'approvisionnement haïtien est également affecté par la corruption générée par les institutions faibles. Par conséquent, une réforme importante de la gestion des finances publiques est nécessaire pour renforcer les institutions impliquées dans le processus d'approvisionnement.

L'une des principales sources de corruption en Haïti est le processus d'approvisionnement. La mauvaise utilisation des fonds publics dans le pays a contribué à l'augmentation de la pauvreté. Une réforme importante de la gestion des finances publiques est nécessaire pour renforcer les institutions.

Ce processus aussi appelé passation des marchés publics est affecté par des institutions faibles et un manque de coordination entre elles. Le « Conseil National des Marchés Publics » (CNMP) a besoin d'une plus grande autonomie de l'administration centrale. Les autorités financières devraient exercer une plus grande transparence en publiant tous les projets qui sont censés être réalisés avec le budget national au cours de l'exercice financier.

Les autorités au niveau municipal devraient être impliquées dans le processus afin de créer des opportunités pour les entreprises locales. La participation de ces entreprises au processus de passation des marchés publics créerait plus d'opportunités d'emploi dans les communautés locales et pourrait entraîner une croissance économique régionale.

La réforme du processus de passation des marchés faciliterait l'intégration du pays au processus Caricom et ouvrirait un marché plus important pour les entreprises locales.

L'étude estime un faible RAC de 0,95 pour le projet, mais il augmenterait jusqu'à 4,5 si l'on prend en compte l'effet multiplicateur.

Une amélioration du processus de passation des marchés publics engendrerait une croissance économique et contribuerait à réduire la pauvreté.